

# Venue d'une délégation d'acteurs sénégalais du secteur de l'eau et de l'assainissement en France

du 6 au 12 avril 2025

## Compte-rendu de mission





## 1. CONTEXTE

Le Programme Solidarité Eau (pS-Eau) anime un double espace d'échanges en lien avec le Sénégal où il appuie **un réseau multi-acteurs**, et en France, **une plateforme d'animation pour les acteurs de coopération français qui s'impliquent en territoire sénégalais**. L'objectif est de maintenir un lien fort entre les acteurs sénégalais et français au regard du grand nombre de projets et d'initiatives de coopération décentralisée et non gouvernementale qui sont mis en œuvre au Sénégal dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

En France, depuis le début de l'année 2025, l'ensemble des Agences de l'eau a repris l'appui financier de l'animation de la Plateforme et du réseau Sénégal, ainsi que quatre autres plateformes du pS-Eau. L'Agence Française de Développement, appuie également le portage de ces plateformes via un financement socle qui sera voté en Juillet de cette année.

Chaque année, la venue d'une délégation multi-acteurs du Sénégal en France permet de faciliter les rencontres avec les acteurs français, de créer des espaces d'échanges et d'impulser de nouvelles opportunités de partenariat et de collaboration. Cette année, la mission de la délégation sénégalaise s'est tenue du 6 au 12 avril 2024. La thématique choisie, d'après les échanges préalables avec les acteurs sénégalais, était **l'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu scolaire**.

Une délégation sénégalaise multi-acteurs s'est donc mobilisée pendant près d'une semaine pour participer à cette mission en France dont le format était structuré autour de rencontres avec des partenaires en comité restreint et de temps d'échanges mobilisant différents acteurs du secteur de l'eau en France.

Etaient donc présents à cette mission en plus de **Sylvain Cottalorda**, animateur du réseau Sénégal en France et de **Basile Diouf**, animateur du réseau Sénégal au Sénégal :

- ✓ **Amadou Diallo, Coordonnateur de la Cellule de Planification, de Coordination et de Suivi des Programmes (CPCSP) du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA) ;**
- ✓ **Dame Ndiaye, Chef de la Division des Opérations à la CPCSP - MHA ;**
- ✓ **Emmanuel Diatta, Chef de la Division ingénierie sociale à la Direction de l'Assainissement – MHA ;**
- ✓ **Mansour Sour, Maire élu de la commune de Ndiagne, département de Louga.**

## 2. ARRIVEE DE LA DELEGATION EN FRANCE ET REUNION DE TRAVAIL A PARIS

Une première réunion de travail s'est déroulée à Paris afin de faire un état des lieux de l'organisation globale de la mission de la délégation en France. Cette rencontre a permis de revoir en détail le calendrier prévisionnel, de clarifier les objectifs de chaque étape, et d'harmoniser les propositions concernant le contenu de la journée thématique dédiée à l'Eau et à l'Assainissement en milieu scolaire, prévue le mercredi 9 avril à Bordeaux. Elle a également été l'occasion de recueillir

les attentes individuelles des membres de la délégation, afin de s'assurer que la mission réponde au mieux aux besoins et aux intérêts de chacun.

### **3. REUNION DE TRAVAIL AVEC L'AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD), L'ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE)**

À la demande de la Cellule de Planification, de Coordination et de Suivi des Programmes (CPCSP), une réunion de travail a été organisée par le pS-Eau dans les locaux de l'Agence Française de Développement (AFD) à Paris, réunissant les représentants de l'OCDE, de l'AFD et les membres de la délégation sénégalaise. Cette rencontre avait pour objectif de faire un point d'étape sur l'étude en cours relative au dialogue de politique sectorielle.

Ce dialogue, structuré autour de trois axes majeurs, vise à accompagner les réflexions stratégiques engagées par le gouvernement sénégalais. Il porte sur :

- la Régulation du Secteur de l'Eau et de l'Assainissement au Sénégal ;
- la mise en place d'un cadre national pour le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et des sous-produits issus de l'assainissement ;
- le financement durable du secteur de l'eau et de l'assainissement.

L'étude menée dans ce cadre a pour vocation de nourrir les réflexions gouvernementales en vue d'une structuration de régulation pour renforcer le corpus institutionnel. Cette autorité devra répondre à plusieurs enjeux clés : la gestion des délégations de service public dans le domaine de l'hydraulique et de l'assainissement, à l'échelle nationale et régionale ; la concertation entre les différents usages de l'eau ; ainsi que l'adaptation du secteur aux impacts du changement climatique. L'étude propose notamment une analyse des fonctions de régulation à confier à l'autorité , ainsi que des recommandations sur son modèle de gouvernance et de financement. Les échanges au cours de cette session ont permis de soulever plusieurs questions et pistes de réflexion. Il a été convenu que le dialogue se poursuivra dans les mois à venir afin d'affiner les orientations de l'étude en fonction des priorités exprimées par le Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement (MHA).

Par ailleurs, un second volet de l'étude est dédié à la réutilisation des eaux usées traitées et des sous-produits de l'assainissement. Il vise à définir un cadre stratégique national

pour le développement de ces technologies au Sénégal. Une présentation des avancées sur ce volet a été partagée, incluant une revue de la littérature existante, une analyse comparative des cadres mis en place dans plusieurs pays pionniers (Espagne, Australie, Tunisie, Afrique du Sud), ainsi que des entretiens menés avec des acteurs clés du secteur au Sénégal et des experts internationaux. L'enrichissement de ce volet nécessitera la poursuite des échanges avec le MHA, notamment par la tenue de nouveaux entretiens avec les parties prenantes sénégalaises et le renforcement du partage d'informations et de données sur le secteur de l'assainissement.

Panel des participants du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement sénégalais, OCDE, AFD, et pS-Eau présent lors de l'échange



Au cours de ces échanges de nombreuses actualités ont été partagées par le Coordonnateur de la CPCSP, M. Amadou Diallo. Voici retranscrites une synthèse d'entre elles :

- la création prochaine d'une autorité de régulation du secteur afin d'encadrer et de structurer la gouvernance du secteur de l'eau et de l'assainissement ;
- le lancement d'une initiative intitulée « Fonds Bleu », actuellement soumise au Fonds Souverain d'Investissements Stratégiques (FONSIS) pour validation et appui financier.
- la démarrage à venir des projets de grands transferts d'eau, qui alimenteront en eau brute le triangle Dakar, Mbour, Thiès, la ville de Touba, et la zone maraichère des Niayes, ainsi que d'autres grandes villes du Sénégal .
- le travail en cours pour l'organisation de la Conférence des Nations Unies sur l'Eau, qui sera organisée conjointement par le Sénégal, les USA et les Emirats Arabes Unis et qui se déroulera en 2026 aux Emirats Arabes Unis. Le Sénégal souhaite y apporter des innovations en droite ligne avec ce qui avait été initié lors du Forum Mondial de l'Eau de Dakar en 2022.

En complément de son appui au Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement dans le cadre du dialogue de politique sectorielle franco-sénégalais mené avec l'OCDE, l'Agence Française de Développement (AFD) a également annoncé plusieurs engagements notables, parmi lesquels :

- un soutien renforcé à la SONES et à l'OFOR pour le financement de nouvelles infrastructures ainsi que la mise en place de plans de maintenance des ouvrages existants ;

- sa participation active à l'initiative "300 Water Leaders", portée par Global Water Intelligence (GWI), qui ambitionne de répondre aux besoins en eau de 300 000 nouvelles personnes d'ici 2023 ;  
sa contribution à la préparation et à la participation à la Conférence des Nations Unies sur l'Eau prévue en 2026 ;
- la mobilisation des banques de développement en direction de la Conférence Nations Unies sur l'Eau, notamment pour Dakar 2025.

#### 4. JOURNÉE D'ÉCHANGE SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT EN MILIEU SCOLAIRE AU SÉNÉGAL – RESEAU SENEGAL

Cette journée d'échanges organisée à Bordeaux autour de la thématique de l'eau et de l'assainissement en milieu scolaire au Sénégal a permis de dresser un panorama clair et actualisé des enjeux, des défis, mais aussi des avancées et perspectives du secteur de l'eau et de l'assainissement au Sénégal.

La présentation introductive de M. Dame Ndiaye nous a informé du nouveau agenda de transformation du Sénégal impulsé par les nouvelles autorités. Cette vision d'un Sénégal souverain, juste et prospère place l'eau comme priorité et moteur du développement. Concernant le secteur de l'eau et de l'assainissement, des concertations régionales et nationales ont été conduites par le Ministère et les résultats ont largement contribué à l'élaboration de la nouvelle Lettre de Politique Sectorielle. M Ndiaye a rappelé également l'ampleur des efforts déjà entrepris par l'État sénégalais :



taux d'accès à l'eau potable atteignant 96,5 % en milieu rural, mise en œuvre de projets structurants tels que les « Autoroutes de l'Eau », création prochaine d'instances de régulation, promotion de la solidarité tarifaire, et volonté d'inclusion d'égalité et de protection sociale. L'élaboration participative de la nouvelle LPSD marque une étape cruciale vers une gouvernance plus intégrée et résiliente du secteur, dans un contexte de changement climatique et de pression démographique croissante.

Les échanges nourris avec la salle ont témoigné de l'intérêt et de l'engagement des acteurs de coopération, notamment autour de la mobilisation de financements innovants, de la place des collectivités territoriales dans la gestion des services, et des synergies à renforcer entre les secteurs (santé, éducation, environnement).



La table ronde a quant à elle mis en lumière le rôle fondamental de la coopération décentralisée dans l'amélioration concrète des conditions de vie, à travers l'exemple inspirant du projet d'assainissement scolaire à Louga. Ce projet a démontré qu'avec de la volonté politique, un partenariat fort entre collectivités françaises et sénégalaises, et une mobilisation communautaire efficace, il est possible d'avoir un impact direct, durable et équitable. L'accent mis sur la scolarisation des filles, la formation des élèves, et la pérennité des ouvrages est venu renforcer la portée transversale et inclusive de l'action.

Enfin, l'intervention de M. Emmanuel Diatta a replacé l'assainissement en milieu scolaire comme un levier essentiel pour la santé, l'éducation, l'égalité des genres et l'environnement. Il a rappelé combien les défis restent importants, mais aussi combien les pistes de solutions existent, à condition de renforcer la coordination des acteurs, de développer les approches communautaires, et d'encourager les innovations techniques, sociales et financières.

Aussi, il a recommandé aux partenaires d'impliquer, pour une adhésion de toutes les parties prenantes à la mise en œuvre des activités, d'impliquer dès la conception des projets, les autorités administratives et territoriales, les Agences régionales de Développement (ARD), les Services déconcentrés (eau, hygiène, assainissement).

En conclusion, cette journée a non seulement renforcé la compréhension des dynamiques en cours au Sénégal, mais a surtout permis de mettre en réseau les acteurs engagés en France et au Sénégal, de partager des expériences concrètes, et d'ouvrir des perspectives de collaboration futures. Les ponts existent entre institutions, collectivités, associations, entreprises et citoyens. Il nous appartient désormais de les consolider, pour bâtir ensemble un avenir dans lequel l'accès à l'eau et à l'assainissement soit garanti pour toutes et tous, dans la dignité et la durabilité.

Concernant les activités à venir, des échanges avec les acteurs institutionnels sénégalais et les représentants de la société civile ont été engagés à travers l'organisation d'un atelier thématique, accompagnés d'un engagement à produire une note de capitalisation portant sur les modèles de gestion en faveur de la maintenance des infrastructures d'assainissement en milieu scolaire.

La prochaine réunion du réseau Sénégal devrait être organisée sur le dernier trimestre de l'année 2025 probablement à Paris.

Le programme Solidarité Eau remercie chaleureusement tous les intervenants et participants pour leurs contributions, ainsi que les partenaires, Agences de l'Eau et Agence Française de Développement, qui ont rendu cette journée possible.

➤ *Le compte rendu de cet évènement sera diffusé aux personnes ayant demandé à le recevoir. Il sera également disponible sur la base documentaire en ligne du pS-Eau.*



## **5. JOURNÉE DE VISITE TERRAIN A VERAC - SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT DU CUBZADAIS-FRONSADAIS**

Monsieur Florion Guillaud, Président du SIAEPA, accompagné de Jean-Pierre Prat, Vice-Président en charge du patrimoine et de la rénovation des bâtiments, a présenté le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement (SIAEPA) Cubzadais-Fronsadais. Cette collectivité territoriale regroupe plusieurs communes à qui elle a repris les compétences en eau potable et assainissement. Le SIAEPA gère un vaste patrimoine, avec 800 km de réseau d'eau potable, cinq forages, quatre stations de potabilisation, et dessert environ 55 000 personnes via 25 000 abonnés. En matière d'assainissement collectif, il possède 11 stations d'épuration, trois lagunes, 300 km de réseau d'assainissement et 130 postes de refoulement. Pour l'assainissement non collectif, le syndicat couvre un parc de 12 000 installations, avec un système de dépôts en station d'épuration de Porto, proche de Bordeaux. Enfin le syndicat valorise le gaz issu de la méthanisation par réinjection dans le réseau.

La société SOGEDO a été présentée par Messieurs Jérémy Thevenet, Responsable d'exploitation et de maintenance, et Clément Rouard, Ingénieur process et responsable du périmètre girondin. Cette entreprise familiale dont le siège est à Lyon (famille Merlin), emploie environ 350 personnes. Elle rend compte de son activité aux services de l'État à travers divers rapports réglementaires. SOGEDO assure la gestion de la relation avec les abonnés et est à l'origine de la mise en place de la télérelève dans le cadre de la modernisation des services. L'entreprise est un acteur majeur de l'exploitation et de la maintenance des systèmes d'eau et d'assainissement sur le territoire du SIAEPA.

Après les présentations les discussions se sont poursuivies sur les modes de gestion et de gouvernance sur le périmètre du syndicat. Le SIAEPA a confié la gestion de l'eau potable, de l'assainissement collectif et non collectif à SOGEDO dans le cadre d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) d'une durée de 12 ans. Le contrat relatif à l'assainissement a été renouvelé en 2020 et court donc jusqu'en 2032.

Les contrôles qualité sont assurés par l'Agence Régionale de Santé (ARS) et le SATESE du Conseil départemental de la Gironde, garantissant la conformité de l'eau potable et des rejets dans le milieu naturel. SOGEDO propose les solutions techniques pour le renouvellement des ouvrages, mais la décision finale revient aux communes. Le contrat prévoit un taux annuel de renouvellement des installations de 1,2 % selon un plan défini, avec une intégration progressive de la télérelève.

La mission a ensuite poursuivi l'après-midi à Vérac par la visite de l'installation de lagunage de la commune. Les participants ont pu observer un système d'épuration reposant sur un fonctionnement naturel et simple, adapté aux petites collectivités rurales. L'installation débute par un système de dégrillage positionné à l'entrée, en amont du premier bassin, permettant de retenir les déchets solides les plus grossiers. Les eaux usées traversent ensuite successivement trois grands bassins de lagunage où se déroule le processus d'épuration biologique. Ce traitement repose sur l'activité de bactéries autotrophes vivant naturellement dans les bassins. Ces micro-organismes réalisent la photosynthèse, une réaction biochimique qui leur permet de produire de l'oxygène à partir de la lumière solaire, élément indispensable à la dégradation de la matière organique contenue dans les eaux usées. La performance de cette épuration dépend donc de l'accès à la lumière et à l'oxygène, rendant le bon entretien des surfaces (notamment le contrôle du développement des algues et des lentilles d'eau) essentiel au bon fonctionnement du système. En fin de traitement, les eaux clarifiées sont infiltrées sur une aire d'épandage située à la sortie du troisième bassin, permettant un retour maîtrisé au milieu naturel.

Le dimensionnement standard est de 17 à 20 m<sup>2</sup> par équivalent-habitant, soit environ 540 eq/hab. pour la station de Vérac, avec une capacité potentielle allant jusqu'à 1 600 eq/hab. en France selon l'espace disponible. Les boues sont valorisées par compostage à usage agricole et leur vidange intervient tous les 10 à 15 ans. Ce procédé présente de nombreux avantages (bon traitement du carbone, de l'azote et du phosphore, faible besoin d'entretien), mais nécessite un prétraitement dimensionné en fonction des effluents et une emprise foncière importante.



*Photo des élus du SIAEPA, de la SOGEDO, et des membres de la délégation sur le site de lagunage de la commune de Vérac (33)*

## 6. SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA CPCSP ET LE PS-EAU

Une séance de travail en présence du Coordonnateur de la CPCSP, M. Amadou Diallo, et du Chef de la Division des Opérations de la CPCSP, Dame Ndiaye, a abouti à la signature d'une convention permettant de renouveler, sur la période 2025-2028, le partenariat entre la Cellule de Planification, de Coordination et de Suivi des Programmes (CPCSP) du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, et la Plateforme Sénégal du Programme Solidarité Eau (pS-Eau).

Cette convention détermine les engagements de chacun et renforce les axes de collaboration entre les deux structures, notamment en termes de réflexions à des programmes de recherche-action et d'organisation conjointe d'ateliers. Cette collaboration sera structurée autour de plans de travail annuels, permettant la programmation, l'évaluation et l'ajustement des actions conjointes. Ce cadre favorise une dynamique de coopération continue, l'échange d'informations sectorielles, et la capitalisation des initiatives portées par les acteurs de l'eau et de l'assainissement au Sénégal.



## 7. REUNION DE TRAVAIL : DEBRIEFING DE LA MISSION

Dans le cadre du débriefing de la mission de délégation en France, les participants sont revenus sur les principaux temps forts de la visite, les enseignements tirés et les perspectives de collaboration à venir.

La réunion avec l'OCDE et l'AFD a permis de faire un point d'étape sur le dialogue de politique sectorielle entre la France et le Sénégal, en particulier sur la structuration de d'un mécanisme de régulation sectorielle et le développement de la réutilisation des eaux usées traitées (REUT). Le pS-Eau a exprimé sa volonté d'être associé aux discussions autour de la thématique de régulation afin de mieux informer les porteurs de projets via la Plateforme. Il a également annoncé la publication, au second semestre 2025, d'un guide sur la valorisation des sous-produits d'assainissement en contexte méditerranéen. Ce thème pourrait donner lieu à des ateliers, visites de terrain ou à la production de notes techniques à partir de 2026. Les échanges ont été jugés productifs par les membres de la délégation, qui ont souligné l'importance d'approfondir ce dialogue.

La journée d'échange sur l'eau et l'assainissement en milieu scolaire à Bordeaux a mis en lumière plusieurs priorités, notamment la diffusion à venir de la Lettre de Politique Sectorielle de Développement (LPSD) et la nécessité de poursuivre les travaux

engagés, notamment à travers un atelier réunissant POSCEAS, la DA et l'ONAS. Celui-ci pourrait aboutir à une note de synthèse sur les modèles existants et les innovations dans le domaine scolaire. Les participants ont salué la qualité des échanges, la diversité des acteurs représentés, et la clarté apportée sur le rôle des maires dans la mise en œuvre des projets de coopération.

Lors de la visite de terrain au Syndicat intercommunal du Cubzadai-Fronsadai, la délégation a pu observer le fonctionnement d'une station de lagunage et échanger sur la gouvernance du service, la mode de délégation et les performances du système de traitement. Il a été recommandé de mieux structurer les échanges futurs avec les collectivités pour permettre des discussions approfondies sur les aspects organisationnels et de gouvernance. Le pS-Eau facilitera par ailleurs la transmission de documents techniques entre le syndicat et les autorités sénégalaises concernées. Le potentiel de réutilisation des eaux usées dans le contexte sénégalais a également été souligné.

Concernant la commune de Ndiagne, le suivi du partenariat avec Limoges Métropole se poursuivra, notamment autour du projet de sécurisation de l'approvisionnement en eau et de la construction de vingt édicules publics. Des visites complémentaires sont prévues, et une action de formation des maires à la structuration et au montage de projets d'eau et d'assainissement est programmée en 2025, en lien avec l'Association des Maires du Sénégal (AMS).

Cette mission a été l'occasion de renforcer les liens entre le pS-Eau et les services du Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement, dans une logique de co-construction des actions à venir. Plusieurs axes ont été identifiés pour la suite : développement de financements innovants en zones rurales, poursuite du travail sur la REUT, diffusion du Plan d'action 2025, réflexion sur un portail de documentation et de cartographie, et mobilisation autour de la Conférence des Nations Unies sur l'eau en 2026.

## **8. REMERCIEMENTS**

Le pS-Eau tient à remercier l'ensemble des membres de la délégation pour leur forte implication au cours de cette mission et la richesse des échanges et les nombreux retours d'expériences qui ont nourri cette mission. Le pS-Eau remercie également toutes les personnes et structures s'étant mobilisées pour l'organisation des divers événements et rencontres d'échanges qui ont eu lieu dans le cadre de cette mission de délégation pour leur engagement. L'ensemble de ces contributions constituent une base solide pour renforcer la dynamique de coopération entre les acteurs français et sénégalais du secteur de l'eau et de l'assainissement.

## 9. CONTACTS DE L'EQUIPE PS-EAU SENEGAL

### **Au Sénégal:**

Khadidiatou Ba Ndiaye – *Coordinatrice Plateforme Sénégal:*

[khadidiatou.ba@pseau.org](mailto:khadidiatou.ba@pseau.org)

Basile Epiphane Bourré Diouf – *Animateur Plateforme Sénégal :*

[basile.diouf@pseau.org](mailto:basile.diouf@pseau.org)

### **En France:**

Sylvain Cottalorda – *Référent Sénégal:* [sylvain.cottalorda@pseau.org](mailto:sylvain.cottalorda@pseau.org)

Carole Chemin – *Référente GIRE et Bassin Fleuve Sénégal:*

[carole.chemin@pseau.org](mailto:carole.chemin@pseau.org)